



Justice climatique : respecter les engagements du Canada

Questions aux candidats et candidates

- **Est-ce que votre parti et vous adopterez la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones? Adhérez-vous notamment au principe de consentement libre, préalable et éclairé quant à l'élaboration de tout projet énergétique?**
- **Quels sont les plans de votre parti pour aider le Canada, en particulier les communautés qui dépendent de l'économie fondée sur la consommation des combustibles fossiles, à faire la transition vers une économie fondée sur la consommation d'énergies renouvelables?**
- **Mettez-vous fin à tout financement public de l'industrie des combustibles fossiles? Si oui, quand?**
- **Quelles sont les deux mesures d'action climatique que prendra votre parti pour assurer que le Canada respecte ses engagements à limiter la hausse moyenne de la température mondiale à 1,5 °C?**

Pourquoi poser ces questions?

En 1995, l'Église Unie a ajouté à sa Confession de foi la vocation « pour vivre avec respect dans la création » aux autres vocations que nous sommes toutes et tous appelés à vivre en tant que gens de foi. Aujourd'hui, il est impératif que nous répondions à cet appel profondément spirituel.

Informations contextuelles

- Les plus grands climatologues du monde nous ont alertés que des changements urgents et sans précédent s'imposent pour maintenir le réchauffement mondial à moins de 1,5 °C. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) souligne dans un rapport de 2018 que même un demi-degré de plus augmentera considérablement les risques de sécheresse, d'inondation, de chaleur extrême et de pauvreté pour des centaines de millions de personnes. Les jeunes, les communautés autochtones, les États insulaires, et les pays du Sud qui seront les plus touchés par l'inaction sont ceux qui ont le moins contribué à ce problème. Ce sont de solides leaders de l'action climatique à l'échelle mondiale.
- L'action climatique efficace est abordable et réalisable. Pour les descendants et descendantes canadiens de l'immigration coloniale, cela implique de désapprendre leurs anciens comportements pour apprendre un nouveau mode de relation avec la terre. Cela implique aussi de réclamer que le gouvernement fédéral adopte la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) qui incarne l'enseignement autochtone « toutes et tous unis », lequel fait désormais partie de l'emblème de l'Église Unie du Canada.
- La Commission de vérité et réconciliation a demandé au gouvernement du Canada d'adopter les principes et les

normes de la DNUDPA comme cadre de la réconciliation. Les principes de la DNUDPA comprennent le droit à l'autodétermination, le droit de participer à la prise des décisions, et le droit au consentement libre, préalable et éclairé (CLIP). Cela veut dire qu'aucune décision relative à des projets situés sur des terres autochtones ou qui les traversent ne peut être prise sans l'entière participation et le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones touchés.

- Le Canada se réchauffe en moyenne deux fois plus rapidement que le reste du monde. Les régions les plus touchées sont le Nord, les Prairies, et le nord de la Colombie-Britannique. Les températures partout au Canada ont augmenté de 1,7 °C annuellement depuis 1948, tandis qu'elles ont augmenté de 2,3 °C chaque année dans le Nord.
- En 2015, le Canada a signé l'Accord de Paris, qui cherche à limiter le réchauffement climatique mondial à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels. Les pays qui ont signé l'Accord se sont engagés à réduire la pollution causée par le carbone et à proposer un plan pour réduire leurs émissions annuelles de gaz à effet de serre (GES). En 2015,

le Canada a promis de réduire, d'ici 2030, les émissions de GES à 30 pour cent sous les niveaux de 2005. Cette cible est bien inférieure au niveau nécessaire pour prévenir les changements catastrophiques qui se produiraient avec une hausse du réchauffement mondial de 1,5 °C. Tristement, le Canada est bien loin de sa cible.

- Les exportations canadiennes de pétrole et de gaz contribuent grandement aux émissions mondiales de GES. Par exemple, si aucune mesure n'est prise, les émissions de GES provenant du pétrole canadien seulement compteront pour 16 pour cent du bilan carbone mondial total présenté dans l'Accord de Paris. On entend par *bilan carbone* « la quantité de dioxyde de carbone qui peut être émise tout en ayant une chance de limiter la hausse de la température mondiale à 2,0 °C au-dessus des niveaux préindustriels » (www.wri.org/ipcc-infographics, traduction).
- Au moment où l'économie délaisse les combustibles fossiles au profit des énergies renouvelables, nous devons veiller à ce qu'aucun groupe, communauté ni main-d'œuvre ne soient oubliés. Pour aider à la transition, le Canada doit s'assurer d'offrir aux communautés et à la main-d'œuvre qui dépendent des combustibles fossiles le soutien dont elles ont besoin.

Pour en savoir plus

<https://egliseunie.ca/wp-content/uploads/Livret-CVR-DNUDPA.pdf>

<https://egliseunie.ca/adoption-de-la-declaration-de-lonu-sur-les-droits-des-peuples-autochtones-en-tant-que-cadre-de-la-demarche-de-reconciliation/>

<https://climateactionnetwork.ca/2019/06/14/sengager-pleinement-dans-le-plan-daction-climatique-du-canada/?lang=fr>

<https://www.canada.ca/content/dam/eccc/documents/pdf/international-affairs/compendium/2018/batch-4/groupe-intergouvernemental-experts-evolution-climat-2018.pdf>

https://www.oikoumene.org/fr/activites/le-souci-de-la-creation-et-la-justice-climatique?set_language=fr

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1128506/environnement-dereglement-climatique-rapport-accablant-giec>

http://plus.lapresse.ca/screens/5ec82f23-a9c2-4720-851d-f257f915904d__7C__0.html

www.kairoscanada.org

www.oikoumene.org/en/what-we-do/climate-change

www.wri.org/ipcc-infographics

Moi, je suis venu pour que les gens aient la vie, et pour que cette vie soit abondante.

(Jean 10,10b BFC)